

# Synthèse de la consultation des acteurs institutionnels et du public préalable à la mise en place d'une Zone à Faibles Emissions mobilité à l'intérieur du périmètre de l'A86



Ville de Saint-Maurice  
Val-de-Marne

## SYNTHESE DES AVIS Ville de Saint-Maurice

Cette synthèse a été réalisée sur la base des 11 avis recueillis entre le 9 mars et le 31 mars 2021 (1 reçu par voie dématérialisée et 10 déposés en ligne) conformément à l'arrêté de la Ville de Saint-Maurice définissant les modalités de consultation du public relative au projet de Zone à Faibles Emissions mobilité (ZFE-m). Parmi les contributeurs, 9 déclarent résider sur la commune, 2 en sont extérieurs ou se positionnent sur un territoire plus large.

Est également présentée dans ce document, la synthèse des avis des acteurs institutionnels.

## 1. Synthèse des avis du public

Sur les 11 avis recueillis, 4 contributeurs se déclarent favorables à la mesure dont 1 avec réserves, 3 contributeurs s'opposent à la mesure et 4 contributeurs n'expriment pas clairement leur opinion.

### Les contributeurs favorables au projet

L'un se dit favorable au projet, alertant toutefois sur le manque de bornes de rechargement des véhicules électriques, l'autre attire l'attention sur le besoin de développer en parallèle des modes alternatifs de déplacements, notamment le vélo.

A noter que deux contributeurs se disent favorables au projet sans apporter d'arguments.

### Les contributeurs défavorables au projet

Un contributeur émet des doutes relatifs au caractère significativement positif de la mesure sur l'environnement. Un autre remet en cause le caractère polluant des véhicules concernés par la mesure et la classification Crit'Air. Il évoque les impacts économiques et considère la mise en œuvre trop précipitée. Un contributeur se dit défavorable sans apporter d'arguments.

### Les contributeurs neutres ou n'exprimant pas clairement leur adhésion ou leur opposition au projet

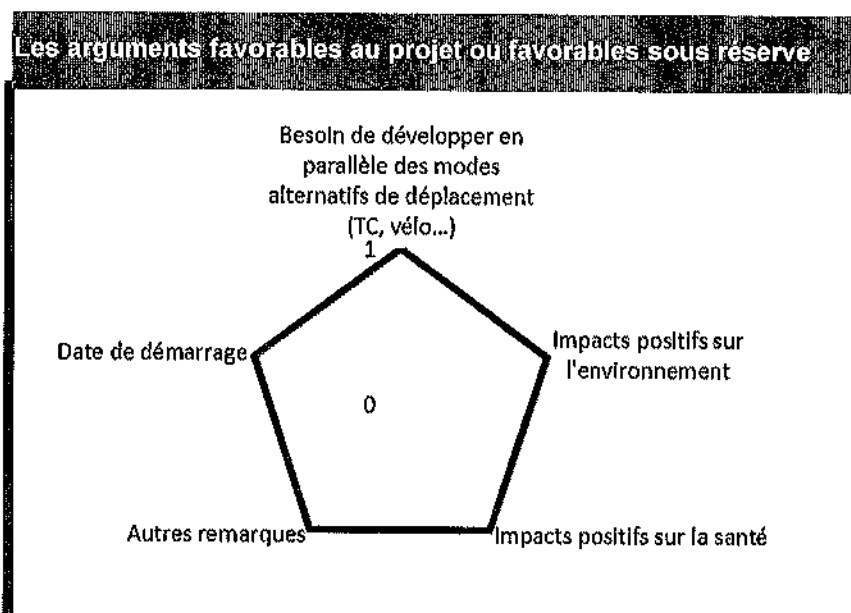
Un contributeur émet une remarque relative à l'arrêté et plus précisément aux voies faisant l'objet d'opposabilité et rues exclues, demandant des trajets de substitution, un autre attire l'attention sur la pollution générée par les scooters.

On retrouve dans cette catégorie les deux avis exposés par la FFB (Fédération Française du Bâtiment Grand Paris) et le STD3C (Syndicat Territorial des Distributeurs de Combustibles-Carburants et services Chauffage).

« **Avertissement** : « Ce rapport réalise la synthèse des avis exprimés de façon spontanée par les habitants ou usager. Il ne constitue pas un sondage représentatif du point de vue des habitants de l'ensemble de la commune. »

## 2. Analyse des avis du public

### 2.1 Les avis favorables ou favorables sous réserve



Les contributeurs favorables à la mesure expriment leur approbation de façon marquée

“  
**Cette mesure me paraît évidemment une bonne chose !**

➤ **2 des 4 contributeurs favorables n'apportent pas d'arguments**

➤ **Un contributeur se dit favorable au projet, alertant toutefois sur le manque de bornes de rechargement des véhicules électriques**

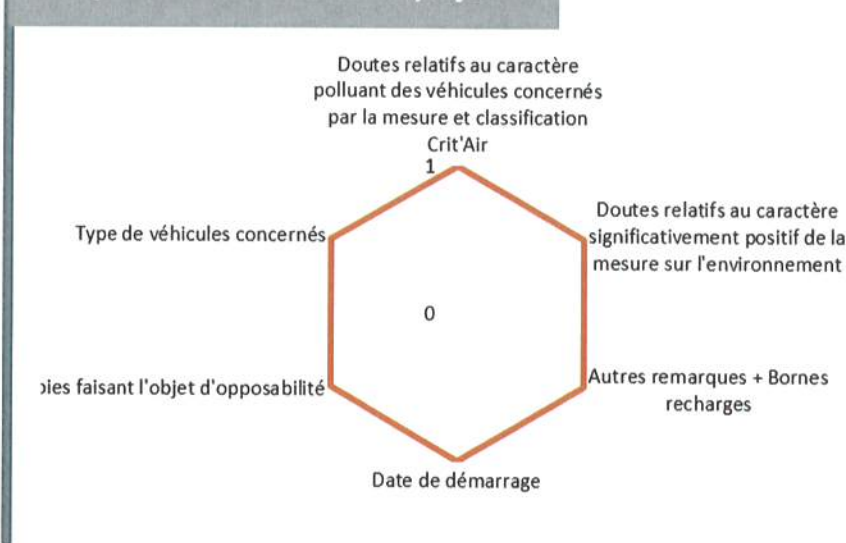
« Favorable au changement du parc automobile à la condition d'avoir les moyens de pouvoir recharger son véhicule propre ! Nous n'avons pas de bornes de rechargement aux pieds des immeubles locatifs ou privés, ni de parcs de recharges à proximité. Bonne initiative mais les moyens pour pallier aux problématiques ne sont pas là. »

➤ **Un autre attire l'attention sur le besoin de développer en parallèle des modes alternatifs de déplacements, notamment le vélo**

« Mauricien depuis plusieurs années, je note une nette dégradation des pistes cyclables qui n'incitent pas du tout à utiliser le vélo. La zone 30 du plateau n'est jamais respectée ni les priorités. Un vrai marquage au sol, des panneaux céder le passage, un rappel de la zone 30, et une véritable piste cyclable sont nécessaires pour un vrai respect et partage de la route. Une vidéo verbalisation est à installer sur l'axe Lattre de Tassigny. Les scooters utilisent la voie des vélos systématiquement. Les voitures sont en double ou triple file. une faible émission des gaz signifie aussi un respect de la voie publique et l'incitation à utiliser d'autres moyens de transport »

## 2.2 Les avis défavorables

### Les arguments défavorables au projet



Les rédacteurs d'avis défavorables dénoncent le caractère liberticide de la mesure

“

**Je suis contre une ZFE. Merci de nous laisser vivre comme avant.**

➤ Un contributeur n'apporte pas d'argument.

➤ Un contributeur émet des doutes relatifs au caractère significativement positif de la mesure sur l'environnement

« Il est plus polluant de construire des voitures neuves en plus électriques que de garder nos anciennes. Pour réduire la pollution il faut commencer par détourner les camion de Paname et favoriser le trafic plutôt que de créer des bouchons... »

➤ Un autre remet en cause le caractère polluant des véhicules concernés par la mesure et la classification Crit'Air et évoque les impacts économiques

« Les contrôles techniques doivent être exigeants et respectés et non pas s'en prendre aveuglément à des catégories de véhicules en fonction de l'âge [...] irresponsable pour nos industries! »

### Focus sur les arguments relatifs à l'arrêté et au calendrier

➤ Un contributeur considère la mise en œuvre trop précipitée « C'est de mon point de vue une mesure démagogique dans les délais prévus »

## 2.3 Le point de vue des contributeurs « neutres » ou qui n'expriment pas clairement leur adhésion ou leur opposition à la ZFE

Parmi les contributeurs n'exposant pas clairement leur adhésion ou opposition à la ZFE :

- **Un contributeur émet une remarque relative à l'arrêté et plus précisément aux voies faisant l'objet d'opposabilité et rues exclues**  
*« Les rues exclues ne devraient l'être que si la mise en place du trajet de substitution est activée. »*
- **Un autre attire l'attention sur la pollution générée par les scooters**  
*« Que fait-on pour la pollution sonore et de l'air des scooters et autres... »*

On trouve parmi les avis recueillis du public, deux avis exposés par la FFB (Fédération Française du Bâtiment Grand Paris) et le STD3C (Syndicat Territorial des Distributeurs de Combustibles-Carburants et services Chauffage).

La FFB Grand Paris s'associe à la Métropole du Grand Paris dans la lutte contre la pollution de l'air et s'engage à encourager la transition écologique en soutenant l'instauration de la ZFE sur le territoire. Pour autant, elle note que cette mesure doit prendre en considération les difficultés que peuvent rencontrer les professionnels afin d'allier impératifs environnementaux et réalités économiques du territoire. Pour cela, elle attire l'attention sur la nécessité : d'adopter des dérogations harmonisées dans toutes les communes de la ZFE, pour les véhicules de son périmètre d'activités qui ne trouvent pas d'autres alternatives, notamment certains portant mention VASP sur le certificat d'immatriculation (ou anciennement VTSU). Elle propose un report du calendrier ou une période transitoire de non verbalisation pour les poids lourds, afin de leur permettre de s'adapter. Les restrictions à compter de juillet 2022 sont incompatibles avec l'offre de solutions de mobilité propre existante pour ces véhicules. Enfin,

elle propose la création un guichet d'informations unique dédié à l'achat de véhicules propres, notamment de poids lourds, pour les professionnels.

Le STD3C salue la dérogation prévue notamment pour les véhicules citernes dont le certificat d'immatriculation porte les mentions CIT ou CARB. Il précise les spécificités des camions citernes concernés notamment les délais importants de commande/livraison, l'investissement important, l'impossibilité de commander un camion de moins de 19 tonnes avec un moteur électrique ou gaz, auxquelles s'ajoutent les incertitudes sur l'avenir de la distribution du fioul domestique et celles liées à la crise sanitaire touchant tous les secteurs d'activité.

### 3. Synthèse des avis des acteurs institutionnels

Au terme de la consultation des acteurs institutionnels, 5 avis ont pu être réceptionnés par la Ville de Saint-Maurice. Les autres avis simples non rendus dans les 2 mois sont réputés favorables.

**Avis conforme : la Préfète du Val-de-Marne émet un accord sur le projet de ZFE mobilité (ZFE-m) compte-tenu de l'ensemble des éléments listés ci-après.** Elle indique que ce projet est indispensable à l'amélioration de la qualité de l'air en Ile-de-France, celle-ci faisant l'objet de contentieux au niveau national et régional pour manquement au respect des seuils sanitaires et insuffisance des politiques publiques correctrices. Elle prend note des éléments suivants :

- Considérant l'intégration du boulevard périphérique dans la ZFE parisienne depuis le 1er juillet 2019, les radiales du réseau routier national incluses dans le périmètre intra-A86 ont vocation à être intégrées dans les Zones à Faibles Emissions.
- La Rocade A86 et ses bretelles d'entrée /sortie seront exclues de la ZFE-m pour assurer les continuités d'itinéraire de transit et la capacité à contourner l'agglomération. Les itinéraires permettant de sortir/accéder à l'A86 seront exclus également pour garantir aux usagers la libre circulation. Les communes traversées par l'A86 devront lister dans leur arrêté les voies à exclure du dispositif.
- S'agissant des routes à grande circulation, elle prend note que les convois exceptionnels seront bien exclus du dispositif, par l'instauration d'une dérogation mentionnée dans le projet d'arrêté.
- S'agissant des besoins de délestage ou de déviation du trafic suite à un accident/incident sur le réseau routier national, elle indique la nécessité de pouvoir suspendre provisoirement les restrictions de circulation, sur les itinéraires de délestage ou déviation pendant la durée des mesures. A défaut, les stratégies d'exploitation de trafic sur le réseau magistral maillé d'Ile-de-France devront être reconsidérées au détriment de la fluidité du réseau- Elle précise que les restrictions de circulation correspondantes pourront prendre effet après prise des arrêtés et mise en place des signalisations directionnelle et de police correspondantes, les modalités n'étant pas définies à ce jour.

**Avis simple : délibération d'Ile-de-France Mobilités (IDFM)** émettant un avis sur les projets d'arrêtés instaurant des Zones à Faibles Emissions mobilité dans certaines communes situées à l'intérieur de l'A86. IDFM demande à la Métropole du Grand Paris d'apporter des justifications complémentaires sur les conséquences économiques et sociales de la mise en place de la ZFE-m et de mettre en place un dispositif de suivi et d'évaluation de ces impacts en l'y associant étroitement. Il est également demandé à l'Etat et à la métropole de prendre des mesures d'accompagnement supplémentaires pour limiter les impacts des restrictions de circulation pour les particuliers et les professionnels. Les aides à l'achat d'un véhicule moins polluant, doivent être étendues aux salariés et indépendants travaillant dans la ZFE-m (notamment les habitants de la grande couronne). Il est demandé de relever les plafonds de ressources pour réduire le reste à charge des ménages. Il est demandé aux collectivités locales qui mettront en œuvre la ZFE-m d'apporter leur appui à IDFM dans la poursuite de sa politique en matière de transports collectifs. Enfin, IDFM souhaite que les Départements de grande couronne soient associés, au même titre qu'IDFM, à la gouvernance de la ZFE-m.

**Avis simple - La Chambre de Commerce et d'Industrie du Val de Marne (CCI 94), en accord avec la CCI Régionale, émet un avis réservé sur le projet d'arrêté ZFE.**

- Elle approuve l'esprit des mesures proposées, estimant nécessaire d'agir pour répondre aux enjeux climatiques et au problème de santé publique que représente la pollution atmosphérique. Elle considère que l'incitation au renouvellement du parc vers des véhicules à faibles émissions apparait comme une mesure positive en ce sens. Cependant, elle appelle à une meilleure prise en compte des impacts de ces mesures sur les entreprises, particulièrement dans le contexte actuel de crise économique liée à la crise sanitaire de la COVID 19, qui affecte la situation financière des entreprises et leurs capacités d'investissement.
- La CCI demande ainsi, pour l'étape de juin 2021, des mesures dérogatoires et d'accompagnement adaptées au contexte de crise sanitaire, notamment pour les entreprises les plus fragilisées, et insiste sur la nécessité de réévaluer le calendrier des étapes ultérieures de la ZFE-m afin de tenir compte des enjeux sociaux-économiques.

**Avis simple - La Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Val de Marne (CMA 94), en accord avec la CMA Régionale, émet, partage les objectifs d'amélioration de la qualité de l'air que s'est fixée la Métropole du Grand Paris. Elle adresse toutefois des préconisations :**

- harmoniser les modalités d'exclusion des voies pour les communes partiellement incluses dans le périmètre de l'A86 ;
- élargir les dérogations à certaines TPE en situation de fragilité, liée notamment à la crise sanitaire ;
- communiquer sur le projet de ZFE et faire connaître les dispositifs d'aides au remplacement des véhicules polluants ;
- mettre en place un observatoire économique et social à l'échelle métropolitaine pour l'analyse des impacts de la ZFE ;
- adapter l'échéance de 2024 sur la fin du diesel afin de prendre de compte la réalité du terrain.

**Avis simple des communes limitrophes :**

- **Le conseil municipal de la ville de Charenton-le-Pont émet un avis favorable sur le projet de renforcement de la Zone à Faibles Emissions mobilité (ZFE-m) sur la ville de Saint-Maurice, à partir du 1<sup>er</sup> juin 2021, interdisant la circulation aux véhicules non classés, Crit'Air 5 et Crit'Air 4.**  
Le conseil municipal de la ville de Charenton-le-Pont souhaite que ce renforcement de la Zone à Faibles Emissions Mobilité (ZFE-m) soit accompagné des prescriptions suivantes :
  - La seconde étape de la ZFE-m doit s'accompagner de la mise en place de moyens financiers complémentaires à ceux qui existent déjà de la part des collectivités concernées et qui permettront le renouvellement du parc des véhicules concernés par ces restrictions ;
  - Le dispositif doit aussi être en cohérence avec un nécessaire renforcement des transports en commun et notamment des lignes de bus propre ;
  - Le projet de renforcement de la ZFE-m qui conduit à Interdire les véhicules non classés, Crit'Air 5 et 4, au 1<sup>er</sup> juin 2021 doit s'accompagner d'un système de contrôle avec des financements de l'Etat ;
  - Ce dispositif pourrait également s'accompagner de la réduction de la vitesse à 70km/h sur l'autoroute A4.